



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Faisons battre en retraite le gouvernement et le Medef !

16 Janvier 2023, Gustave Roussy

Le gouvernement répète « on vit plus longtemps, donc on doit travailler plus longtemps ». Mais c'est quand on travaille moins longtemps qu'on vit plus longtemps ! La durée de vie en bonne santé n'est pas la même quand on travaille dur que quand on est ministre ou PDG. Et bien souvent les patrons licencient déjà avant le seuil actuel de 62 ans, condamnant les seniors à des boulots précaires sous-payés, des allocations chômage ou des pensions de retraite insuffisantes pour vivre dignement. Leur projet est simple : nous faire bosser à mort ou finir dans la misère ! Face à cette offensive, il faut une riposte générale de l'ensemble des salariés et des jeunes à qui on n'offre que cet avenir.



Bosser plus longtemps pour le patronat: c'est non

C'est Macron qui nous condamne à deux ans ferme: deux ans de plus à la chaîne, dans les ateliers, dans les bureaux, les services hospitaliers et dans les transports tous les matins... Mais cette réforme est taillée sur mesure pour le grand patronat. Comme celle de l'assurance chômage qui a réduit la durée d'indemnisation. D'un côté, sabrer les budgets sociaux de l'État sert à alimenter les subventions massives aux grandes entreprises. De l'autre, ces réformes vont précariser les salariés: jeter les jeunes et les vieux au chômage en leur coupant les vivres, c'est maintenir les salaires sous pression alors que l'inflation continue et que les grèves pour des augmentations se multiplient en ce moment. Car le report de l'âge de départ à 64 ans poussera une partie des salariés âgés à s'user la santé au travail pendant que des jeunes cherchent du boulot.

D'autres seniors devront rester au chômage pendant des années avant de pouvoir prendre leur retraite, ou subir une décote qui amputera leur pension. Notamment les femmes, souvent lésées par des carrières partielles. L'ensemble des salariés est contre cette réforme. Les ministres cherchent à la justifier en parlant de déficit des caisses de retraite. Mais si on cherche de l'argent pour financer les retraites, il suffit d'augmenter les salaires... ou d'aller prendre dans les 80 milliards d'euros de profits donnés aux actionnaires des entreprises du CAC40 l'année dernière! Qui veut bosser 43 ans et jusqu'à 64 ans minimum, alors que l'espérance de vie moyenne en bonne santé est à 65 ans? Personne!

Tous ensemble pour les faire reculer!

Macron et le Medef nous ont déclaré la guerre. Ils veulent prendre leur revanche après avoir échoué à faire passer leur précédente réforme sur la retraite

à points. À nous de les faire battre en retraite, comme à l'hiver 2019.

Salaires gelés, conditions de travail qui se dégradent, retraite à 64 ans: tous les salariés subissent l'offensive du patronat et du gouvernement à son service. Face à elle, il faut utiliser nos armes de travailleurs: les manifestations et les grèves, organisées à la base sur nos lieux de travail. Salariés syndiqués ou non syndiqués, de tous les secteurs, organisons-nous avec des assemblées générales de grévistes, des piquets de grève, en élisant des comités de grève et tissant des liens avec d'autres pour construire des coordinations de travailleuses et de travailleurs en lutte. Pour décider nous-mêmes de nos revendications et de notre mouvement. Pour que la grève appartienne aux grévistes! Les directions syndicales appellent à la grève interprofessionnelle le jeudi 19 janvier. Mieux vaut tard que jamais... Il faudra être massivement en grève et en manifestation ce jour-là.

Nous appelons également à la manifestation nationale du samedi 21 janvier pour le retrait du projet. Manifestation initiée par les organisations de jeunesse dont le NPA-jeunes et soutenue par plusieurs organisations politiques. Ce n'est qu'un début, car ce ne sont pas une journée de grève et une journée de manifestation qui feront reculer le patronat et son gouvernement. Ni seulement quelques journées éparses. Dès maintenant, il faut discuter des suites de la mobilisation, et notamment de la nécessité de construire une grève qui se généralise à tous les secteurs du public et du privé.

Le combat s'engage, et il va falloir compter sur nos propres forces pour gagner. Le gouvernement est déterminé? Nous aussi!

mail:	npa94.cachan@gmail.com
insta:	npa.cachan
facebook:	npacachan
twitter:	F_Hopital

Le 19 janvier tous en grève et dans la rue !

Suite aux déclarations du gouvernement sur la réforme des retraites, une journée de mobilisation est actée pour le 19 janvier. Il est impératif de faire battre en retraite ce gouvernement et sa réforme qui cherche à nous faire travailler plus longtemps avec son départ à 64 ans et l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans. Des préavis ont été posés à GR, revendiquant aussi des embauches et une hausse des salaires bien nécessaires. Il n'y a qu'un seul moyen de faire reculer ce gouvernement et d'obtenir notre dû : la lutte ! **Rendez-vous à 14h à République pour la manif!**

Grève illimitée en réa néonatal à St Denis et Bordeaux

Les équipes paramédicales du service réa néonatal de St Denis et de la réa pédiatrique de Bordeaux sont en grève depuis fin décembre pour obtenir de réelles avancées. pour avoir les moyens de soigner et pour des embauches. Elles dénoncent les rappels sur les repos, l'augmentation de l'alternance jour/nuit à hauteur de 50/50 sans compensation, la non-reconnaissance des temps de transmission comme temps de travail... et le manque de personnel qui met en danger la santé des enfants!

Les infirmières en première ligne du plus grand mouvement social que connaît le Royaume-Uni depuis les années 1970

Les revendications sont simples : des augmentations de salaire face à une inflation record. En première ligne, le secteur de la santé et notamment les infirmières, suivies par les cheminots, les pompiers, les opérateurs de télécoms, les agents de circulation, agents de nettoyage, conducteurs de bus, et bien d'autres encore ! La réponse du gouvernement de Rishi Sunak ? Menacer de s'attaquer au droit de grève, avec une nouvelle loi de « service minimum ». Mais les grévistes sont soutenus par la population et ces tentatives d'intimidations sont révélatrices de l'incapacité du gouvernement à faire face à la situation. L'extension du mouvement et la détermination des grévistes fera plier gouvernement et patronat !

Dix syndicats et collectifs (CIU, CIH, etc.) appellent à « une mobilisation de grande ampleur au mois de mars »

Ces organisations réclament l'arrêt des fermetures de services, d'établissements, la réouverture de lits, le recrutement « immédiat de dizaines de milliers de professionnels supplémentaires », ainsi que des « mesures salariales et statutaires »... Mais pourquoi attendre mars ?! C'est dès maintenant qu'il faut construire une mobilisation d'ampleur, d'ailleurs bien des collègues dans bien des

hôpitaux sont déjà en grève, comme ici à Saint-Denis ! C'est dès maintenant qu'il faut prendre contact et discuter de nos revendications immédiates.

Annonces de Macron sur l'hôpital : halte au massacre !

Le 6 janvier, Macron s'est rendu à l'hôpital de Corbeil pour annoncer en grandes pompes son « plan de rénovation de l'hôpital ». Il a été accueilli par quelques soignantes triées sur le volet... et par un comité d'accueil d'une centaine de syndicalistes et militants, relégués par la police à des centaines de mètres.

Un seul mantra : « C'est pas une question de moyens »: Macron a continué de marteler que « c'est pas une question d'argent, mais d'organisation ». Si on avait une embauche à chaque fois qu'il la sortait celle-là, on éradiquerait le sous-effectif ! Évidemment que c'est d'abord une question d'argent : qu'ils embauchent des centaines de milliers de personnel, qu'ils augmentent les salaires, l'accès à la formation, qu'ils titularisent nos collègues contractuels, et après on discutera organisation !

Non, 50 milliards d'euros en trois ans, en pleine épidémie, c'est pas un « investissement massif » ! : Le budget de l'armée, c'est ça tous les ans ! L'évasion fiscale, c'est ça aussi tous les ans ! Et les entreprises du CAC 40 viennent de distribuer presque le double à leurs actionnaires en 2022 : 80 milliards d'euros. Et il n'y aurait pas les moyens d'augmenter nos salaires ? Même Macron reconnaît que ce n'est qu'un rattrapage, puisque nos salaires étaient gelés pendant dix ans... mais un rattrapage plus qu'insuffisant !

Paroles, paroles... : Macron était tout content de dire qu'ils avaient « commencé à augmenter les places ouvertes pour les infirmiers ». Bel aveu qu'ils n'ont rien fait jusque-là pour augmenter les places en formation des métiers de la santé ! En pleine pandémie, ils n'avaient augmenté les capacités des Ifsi que de 3 % ! Et la formation professionnelle ? Souvent, c'est seulement 50 % de ceux qui réussissent le concours qui peuvent partir ! Et les titularisations au lieu de poireauter des années en stage ou en CDD ?

Attention attaques à venir! : Macron a annoncé vouloir s'en prendre aux 35 heures parce que l'hôpital marche sur les heures supplémentaires... Sans rire ! C'est pour ça qu'il faut embaucher ! Pas nous faire travailler encore plus !